

LA FÉDÉRATION DES AGENCES IMMOBILIÈRES TIENT SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLECTIVE

Tension et échanges d'accusations

L'Assemblée générale électorale «pour la sauvegarde de la FNAI», organisée jeudi au siège national de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) à Alger, s'est déroulée dans une ambiance très tendue. Une grande pagaille a régné lors des travaux de cette réunion qui s'est achevée par l'élection d'un bureau national transitoire et d'une secrétaire générale par intérim en la personne de Zehoua Maâmri, ancienne membre du bureau national de cette fédération.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)- Le conflit de légitimité sur la direction de l'UGCAA qui oppose depuis quelques mois l'aile dirigée par Salah Souilah, secrétaire général, et celle de Maâmar Hentour, secrétaire général par intérim, semble déteindre sur la FNAI, affiliée à la puissante organisation syndicale. Des membres de la FNAI, les uns acquis à Salah Souilah et les autres à Maâmar Hentour, se sont livrés à un virulent échange d'accusations lors de l'AG électorale de jeudi. Pour l'ancien secrétaire général de la FNAI, M. Djebbar, évincé pour «mauvaise gestion des affaires de la fédération», cette réunion est «illégale car elle va à l'encontre des statuts et du règlement intérieur de la

FNAI». «Il fallait convoquer une assemblée générale extraordinaire à la demande du président de la fédération ou des deux tiers des adhérents. Or, vous ne m'avez pas laissé me défendre contre les accusations que vous me portez et en plus sur 800 adhérents à jour que compte la FNAI, une trentaine seulement sont présents», conteste M. Djebbar qui refuse de reconnaître Maâmar Hentour en qualité de SG de l'UGCAA. Un avis qu'il partage avec d'autres membres du bureau national de la FNAI, restés fidèles à Salah Souilah et qui avaient exigé la présence de ce dernier en sa qualité de premier responsable de l'Union. Plus loin, M. Djebbar accusera ses



Photo: DR.

détracteurs «d'avoir utilisé le siège de la fédération à des fins politiques et d'être derrière la disparition de 50 000 DA, appartenant à une cliente, du coffre de son bureau». L'affaire est au niveau du procureur de la République de Hussein Dey. Déterminés, les contestataires avaient bruyamment exprimé leur désapprobation à l'égard de «cette usurpation de fonction, cette tentative de

casser l'UGCAA et ces procédés illégaux employés pour convoquer une assemblée générale électorale en catimini». «C'est en intégrant l'UGCAA que l'ex-Union nationale des agences immobilières, devenue FNAI, a pu obtenir un agrément et activer dans la légalité», a rappelé Zehoua Maâmri. «Vous et tous les adhérents ici présents avez toute la latitude de

décider de l'ordre du jour. Si vous avez quelque chose à dire faites-le devant l'assemblée», a-t-elle martelé en direction des protestataires. Après des invectives mutuelles, M. Djebbar et ses compagnons décidèrent de se retirer «pour ne pas cautionner une assemblée illégale».

Un retrait qui permettra aux autres adhérents de la FNAI, restés dans la salle de conférences, d'élire, par un vote à main levée et en un tour de main, la nouvelle composante du «bureau national transitoire» faite

de 11 représentants de wilayas (Bouira, Béjaïa, Sétif, Skikda, Aïn-Defla, Annaba, Bordj-Bou-Arréridj, Tizi-Ouzou, Alger, Boumerdès et Jijel), ainsi que la secrétaire générale par intérim, Zehoua Maâmri qui, pour rappel, a été désignée pour coordonner la préparation de cette AG électorale. Cette direction provisoire sera chargée de gérer les affaires courantes de la fédération jusqu'au congrès national de l'UGCAA, prévu en janvier prochain.

L. M.

JOURNÉES PORTES OUVERTES À L'ÉCOLE NATIONALE DES TECHNICIENS DE L'AÉRONAUTIQUE DE BLIDA

L'aviation militaire s'ouvre au grand public

L'Ecole nationale des techniciens de l'aéronautique de Blida a ouvert ses portes, mercredi et jeudi derniers, au grand public afin qu'il prenne connaissance de ce volet de l'Armée nationale populaire (ANP) réservé à l'aviation.

En dépit d'une pluie battante, des visiteurs sont quand même venus découvrir cette grande école, spécialisée dans l'enseignement des techniques de l'aéronautique.

Nous apprendrons, ainsi, que l'ENTA était à l'origine «une base aérienne coloniale servant de lieu de transport du personnel militaire et des aéronefs». Ce n'est qu'en 1965 qu'elle se transforma en école formant des sous-officiers de l'aviation algérienne dont la première promotion en est sortie en 1968.

Ce sont vingt-trois spécialités en tout qui sont enseignées dans cette école dont la durée de formation n'excède pas les 18 mois.

Pour le commandant des forces aériennes de la 1^{re} Région militaire, le colonel Tayeb Tamouh, «cet événement s'inscrit dans le cadre du plan général de communication du ministère de la Défense nationale et ce, pour permettre à la société civile de prendre connaissance des missions et de la formation des forces aériennes».

Le colonel Tayeb Tamouh estime que «la formation des hommes constitue un souci majeur pour le commandement des forces aériennes». Celle-ci est justifiée par l'ambition de concevoir des cadres à même d'assurer l'avenir du pays, d'où l'initiative d'ouvrir cette école au grand public pour les rapprocher davantage de l'institution militaire.

«Etant conscient de l'importance des défis à relever et de l'envergure des avancées technologiques qu'a connues le monde, nous nous devons d'être capables de disposer d'un outil de formation performant en vue de pouvoir restituer à notre nation une armée aérienne forte, crédible et dissuasive», dira le commandant des forces aériennes de la 1^{re} RM.

A noter que le wali de Blida, Hocine Ouadah, ainsi que le chef de la Sûreté de wilaya ont été présents à l'inauguration de ces journées portes ouvertes, les premières dans l'histoire de cette école.

M. B.

SA CARCASSE ÉCHAPPE ENFIN À LA DÉMOLITION Après 30 ans d'abandon, le «Châteauneuf» profitera à la mairie d'Oran

Quel sort sera-t-il réservé à la carcasse de l'hôtel Châteauneuf, un édifice touristique public inachevé et abandonné depuis des années ? Une question qui est restée sans réponse pendant près de 30 ans !

Oran - Amel B. - Alger (Le Soir) - Ce 16 décembre 2008, la réponse tant attendue est venue du ministre de l'Intérieur et

des Collectivités locales : «Nous traînons cette carcasse depuis trop longtemps, nous avons décidé de la céder à la mairie d'Oran qui pourra regrouper en son sein le maximum de ses services».

En annonçant cette décision, Nouredine Yazid Zerhouni fera, toutefois, remarquer que ce bâtiment ne gênera en rien le site archéologique avec lequel il est mitoyen, à savoir le palais du Bey.

Il précisera que l'accès au Châteauneuf sera interdit aux véhicules et qu'un autre accès sera probablement possible. Plusieurs voix s'étaient élevées pour qu'un éventuel acquéreur soit trouvé mais aussi pour dénoncer l'emplacement de l'hôtel Châteauneuf, édifié sur l'emprise du périmètre incluant le palais du Bey, qui est en contradiction avec l'esprit et la loi n° 98-04 du 15 juin 1998 relative à la protection du patri-

moine culturel. Une loi dont un des articles délimite le périmètre de l'emprise du palais du Bey au-delà duquel peuvent être édifiées des constructions, ce qui n'est pas le cas, car l'hôtel Châteauneuf est construit dans le périmètre du palais du Bey.

Pour rappel, l'hôtel Châteauneuf devait être calssé en cinq étoiles avec 600 lits ; les travaux avaient démarré en 1979. Appelé «hôtel fantôme» ou «squelette», il surplombe le port d'Oran depuis le jardin de la Promenade Ibn-Badis, anciennement promenade de l'Etang.

Auparavant, le maire d'Oran avait précisé qu'une telle acquisition serait au-dessus des moyens de la commune, mais la décision de Nouredine Yazid Zerhouni sera probablement suivie d'une aide financière pour permettre à cette bâtisse «squelettique» de prendre enfin forme et mettre un terme à cette laideur qui ternit l'image d'Oran depuis fort longtemps.

Amel B.

Une rumeur provoque des inquiétudes à Annaba

Hier vendredi, l'inquiétude était de mise sur la place publique annabie. Une rumeur, transmise de bouche à oreille, faisait état de l'arraisonnement par l'aviation militaire nationale d'un C 130 dont le pilote aurait été contraint par la chasse algérienne de se poser. Pour les uns, l'appareil était chargé d'explosifs, pour d'autres, de marchandises prohibées. Il était également affirmé que l'appareil aurait été contraint de se poser sur le tarmac militaire de l'aéroport Rabah-Bitât où il aurait été encerclé par des militaires armés jusqu'aux dents.

Il n'en fut rien. Selon des sources crédibles ayant requis l'anonymat, si effectivement un C 130 s'était posé sur le tarmac en question, tard dans la nuit, il ne s'agissait nullement d'explosifs ou de marchandises prohibées. C'était un appareil de l'aviation militaire nationale. Il avait été mis par cette institution à la disposition de la délégation culturelle de Annaba, de retour de Béchar, où elle avait participé à la semaine d'échanges culturels entre les deux régions.

D. A.